Congo-Brazzaville : l'« insécurisation » comme mode de gouvernance

Patrice Yengo[1]

Si la guerre civile fut nécessaire à Sassou-Nguesso pour reprendre le pouvoir, l'« insécurisation » permanente lui assure son maintien. Elle est le mode de gouvernance qui garantit le statu quo politique au nom de « la paix ». Mais insécuriser la population exige d'abord de museler toute forme d'opposition. La domestication ou la répression des syndicats, de la presse et des organisations de défense des droits humains y participent directement.

S'il était donné de décrire en un seul mot la situation qui prévaut au Congo-Brazzaville depuis le retour au pouvoir de Denis Sassou-Nguesso par les armes en 1997 et la fin officielle de la guerre civile en 2003, « insécurisation » serait, sans nul doute, le terme le plus approprié pour en saisir l'essence. Ce néologisme traduit assez bien les mécanismes par lesquels le pouvoir transforme en rente politique les retombées anomiques de la guerre dans un contexte où le prix du pétrole flambait, réactivant d'autant les pratiques de prédation.

L'insécurisation n'est pas l'insécurité et Brazzaville n'est plus la ville dangereuse qu'elle était il y a une dizaine d'années. L'insécurisation est un mode de gouvernance basé sur la mise en scène de la probabilité d'un retour à la guerre. Elle est l'épée de

1. Anthropologue, professeur à l'Université Marien-Ngouabi (Brazzaville), directeur de publication de *Rupture-Solidarité,* membre associé du Centre d'études africaines (EHESS), auteur notamment de *La guerre civile du Congo-Brazzaville* (Paris, Karthala, 2006).

Damoclès que le gouvernement maintient au-dessus d'une société traumatisée, pour justifier le statu quo politique au nom de la stabilité retrouvée.

Stabilité certes fragile mais suffisante pour la promotion de la paix. La paix est en effet le maître mot du pouvoir, le fondement idéologique de son action qui, si elle n'équivaut pas à éliminer l'insécurité, ne consiste pas non plus à ramener la sécurité. Le discours de la paix tire son efficience du maintien d'une insécurité résiduelle nécessaire à la conservation d'un état optimal de tension sociale et politique justifiant l'état d'exception.

Retour sur la guerre civile

L'insécurisation n'est pas de production récente. Elle apparaît au lendemain de la guerre civile lorsque les milices Cobras de Sassou-Nguesso s'emparent de Brazzaville et s'y livrent au pillage systématique des quartiers épargnés par le conflit. Le conflit a opposé les partisans du président Pascal Lissouba, élu en 1992 et renversé en 1997, à ceux de Sassou-Nguesso (président de 1979 à 1992 et de 1997 à aujourd'hui) soutenu par les troupes angolaises. Le camp de Lissouba était composé pour partie par des militaires de l'armée restés fidèles et pour partie par trois corps de milices, les Cocoyes, les Zoulous et les Mambas. S'y ajoutent à deux semaines de la fin des hostilités, les Ninjas, milices du maire de Brazzaville, Bernard Kolélas. Du côté des vainqueurs, les milices Cobras sont épaulés par l'armée angolaise, les Interhamwe rwandais, les bataillons de la DSP de Mobutu, ainsi que quelques unités tchadiennes d'Idriss Déby.

Pour être sans appel, la victoire de Sassou-Nguesso n'en présente pas moins quelques paradoxes. Du fait que les troupes de l'opposition étaient vaincues mais pas défaites et s'étaient réfugiées à l'intérieur du pays, le nouveau pouvoir était face à un dilemme : continuer la guerre ou tendre la main à ces miliciens que leurs dirigeants réfugiés à l'étranger avaient abandonnés sur le terrain. Dans le camp de Sassou-Nguesso, c'est la première solution qui l'emporte. La guerre a donc repris dans les régions du Pool près de Brazzaville et dans les régions du Niari et de la Bouenza. C'est à ce moment qu'apparaît une autre milice, les Nsilulu.

Cette milice marquée par une forte dimension messianique regroupe des combattants appartenant à une secte néopentecôtiste fondée par le pasteur Ntumi. Alors qu'officiellement celle-ci se

battrait pour le compte de l'opposition en exil, de fortes suspicions finissent par peser sur Ntumi. Il apparaît qu'il est une « taupe » de la fraction des faucons du régime, de laquelle il finit par prendre ses distances. Mais entre-temps, les dégâts sont faits. Les exactions se multiplient à l'encontre des populations et, à la veille de la Noël 1998, l'incursion des Nsilulu à Brazzaville offre aux troupes de Sassou-Nguesso l'occasion de boucler les quartiers sud et d'y opérer un nettoyage à caractère ethnocidaire.

Les populations se réfugient dans les forêts ou traversent les frontières. Ceux qui choisissent de se rendre dans les quartiers nord de la capitale doivent affronter les exactions des « couloirs humanitaires » transformés en couloirs de la mort. Les femmes et les jeunes en sont les victimes : les abus sexuels pour les unes et les exécutions sommaires pour les autres ; les jeunes de 18 à 35 ans sont soupçonnés quasi systématiquement d'avoir été des combattants ou d'être des « infiltrés ».

Au mois de mai 1999, après le discours d'apaisement de Sassou-Nguesso invitant les gens au retour, de nombreux réfugiés à Kinshasa reprennent le chemin de Brazzaville. Sur les sites internationaux du HCR où ils sont rassemblés, les dispositions sont prises pour assurer leur retour. La traversée du fleuve Congo est assurée par les autorités congolaises qui, pour la circonstance, affrètent un bateau. Le 8 mai, les premiers réfugiés sont débarqués, accueillis officiellement par les autorités. Mais sitôt après, ils sont séparés en deux groupes : les jeunes sont jetés dans des camions et dirigés vers l'état-major de Brazzaville. En deux semaines, 353 personnes ont été arrêtées par les unités de la garde présidentielle et n'ont plus reparu. Ces disparitions se poursuivent jusqu'au mois de novembre, signant l'une des plus grosses entreprises de mise à mort froide et calculée de cette « guerre ». Des officiers supérieurs sont incriminés dans cette affaire.

Insécurisation : mode d'emploi

La guerre civile était essentielle à Sassou-Nguesso pour reprendre le pouvoir, l'insécurisation permanente lui assure son maintien. Elle est le gradient d'anxiété nécessaire à la classe dirigeante pour se rassembler autour de lui. Pour la population aussi qui peut en faire son homme providentiel. Mais insécuriser la population exige d'abord de museler toutes les formes d'opposition.

Les premiers secteurs visés sont les syndicats et la presse. Les uns pour avoir toujours été à l'avant-garde des revendications sociales et politiques du pays (indépendance, 1960, renversement du régime de Fulbert Youlou, 1963, Conférence nationale, 1991, et démocratisation) ; l'autre pour être le relais de l'indignation populaire. L'effondrement de la Centrale syndicale congolaise (CSC) affiliée au parti unique, a laissé germer une multitude d'associations de travailleurs à caractère syndical. La plus importante, cependant, reste la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC). Déstabilisation et domestication des directions syndicales, répression administrative et policière des dirigeants, fabrication et reconnaissance d'organisations non représentatives avec lesquelles le pouvoir signe des trêves sociales… voilà l'arsenal des mesures gouvernementales contre l'unité des travailleurs.

C'est ainsi que le pouvoir a tenté de fracturer l'unité de la CSTC en cooptant une partie de sa direction. Pour le gouvernement, les positions radicales de la CSTC sont un obstacle aux mesures imposées par le FMI et la Banque mondiale. La situation sociale est pourtant de plus en plus grave. Le chômage est structurel, la misère et la pauvreté ont gagné jusqu'aux fonctionnaires dont le traitement est inchangé depuis vingt ans. Les pensions sont payées sporadiquement, les caisses de retraite privées (Caisse nationale de sécurité sociale, CNSS) et publique (Caisse de retraite des fonctionnaires, CRF) étant en grande difficulté.

Quant à la presse, les suspensions des journaux, les interdictions des chaînes de télévision pour atteinte à la vérité officielle, sont légion. En janvier 2009, le directeur des informations de la télévision nationale est relevé de ses fonctions pour avoir couvert le meeting de l'opposition lors de la campagne électorale présidentielle. Bruno Jacquet Ossebi, un journaliste franco-congolais, connu pour ses articles incisifs sur la corruption, est décédé en janvier 2009 après l'incendie criminel de sa maison où ont été emportés sa femme et ses enfants. Brûlé au troisième degré, hospitalisé, alors qu'il était hors de danger douze jours plus tard, il est mort brutalement la veille de son évacuation sanitaire en France. Le constat est sans appel : lors de la 15e journée mondiale de la liberté de la presse, l'Observatoire congolais des médias fait observer : « *Au Congo, l'état de la presse est catastrophique* ».

Même les militants des droits de l'homme ne sont pas épargnés. Christian Mounzeo et Brice Makosso, membres actifs de la

campagne « Publiez ce que vous payez », dont le travail sur l'opacité de la gestion pétrolière inquiète le gouvernement, sont arrêtés en avril 2006, détenus pendant trois semaines et poursuivis pour abus de confiance, faux et usage de faux… Face au tollé et sans preuves, la justice est obligée de relaxer, non sans les avoir condamnés à un mois d'emprisonnement avec sursis et au paiement d'une amende. Les procédures de ce type, montées de toutes pièces, sont souvent le lot des organisations des droits de l'homme, car avec des syndicats aux ordres et une presse en liberté surveillée, ce sont elles qui sont les plus actives sur le terrain. D'autant que leur regard critique ne touche pas seulement la gestion « insécuritaire » du pouvoir, mais aussi le mépris des grandes compagnies pétrolières pour l'environnement.

En régime d'insécurisation, la contestation politique n'émane plus des marges de la société mais du cœur même du pouvoir, les bases du consensus s'effritant à mesure que la tension se resserre sur les différentes fractions. Le premier touché est le parti au pouvoir. En 2002, fort de son élection, Sassou-Nguesso préconise la refondation du Parti congolais du travail (PCT). Il rencontre la désapprobation d'une partie de sa direction. Deux fractions se font face, les « refondateurs » de Sassou-Nguesso, et les « rénovateurs » de Justin Lekounzou. Ces derniers organisent même un congrès du PCT en décembre 2005, qui est suspendu le dernier jour à la suite de plusieurs tractations et intimidations sur les militants. Le compromis obtenu maintient le PCT dans le rassemblement de la majorité présidentielle.

Mais cette crise signe l'effritement d'une direction politique rattrapée par sa politique de « terreur » dont l'opposition fera encore les frais lors de la campagne présidentielle de 2009, durant laquelle la fraude électorale en faveur de Sassou-Nguesso autorisera sa réélection. C'est dans ces conditions que Sassou-Nguesso peut faire appel aux promoteurs de la logique d'insécurisation. Le pasteur Ntumi en tête, qui reçoit alors les honneurs d'un poste de niveau ministériel : « délégué général chargé de la promotion des valeurs de paix ». Pendant ce temps, les voix dissidentes sont tenues au silence, ne trouvant plus à s'exprimer qu'à l'étranger.